

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 151 (2006)
Heft: 1-2

Rubrik: Nouvelles brèves

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ÉTRANGER

Washington envisage des frappes nucléaires préventives

Un nouveau projet de doctrine nucléaire américaine envisage l'hypothèse de frappes nucléaires préventives contre des adversaires gouvernementaux ou non gouvernementaux. Le document, daté du 15 mars 2005, demande à l'armée américaine de « se préparer à utiliser effectivement des armes nucléaires ». Les commandements des forces américaines déployées dans le monde sont priés de préparer des programmes spécifiques pour l'utilisation d'armes nucléaires et d'imaginer des scénarios qui justifieraient un accord présidentiel pour effectuer une frappe nucléaire. Cela interviendrait par exemple au cas où un adversaire utiliserait des armes de destruction massive. Des frappes nucléaires préventives pourraient aussi être employées pour détruire un arsenal d'armes biologiques appartenant à un ennemi, s'il est prouvé qu'il se prépare à s'en servir. Leur utilisation serait aussi justifiée pour détruire les infrastructures de contrôle d'une attaque nucléaire, chimique ou biologique.

Le document a été rédigé par une Commission du Pentagone chargée d'adapter les procédures actuelles aux changements rapides survenus après les attentats du 11 septembre 2001. Le document n'a pas encore été signé par le ministre américain de la Défense, Donald Rumsfeld, et ne peut pas encore être considéré comme une « politique officielle américaine ».

L'armée américaine rencontre des difficultés de recrutement

Pour la première fois depuis mais 2000, l'Army n'est pas parvenue en février 2005 à remplir ses objectifs mensuels, en raison notamment de l'augmentation du bilan des victimes en Irak. Les recruteurs chargés de convaincre les jeunes Américains de s'engager dans l'armée ne sont parvenus qu'à 72,5% de leurs objectifs. La même tendance apparaît chez les réservistes et au sein de la Garde nationale, qui reste près de 24% au-dessous de ses objectifs de recrutement.

« Nous sommes un pays en guerre. Pour un jeune lycéen qui pense à son avenir, que lui conseillent ses parents? », s'est demandé un porte-parole du Pentagone, soulignant que l'amélioration de la situation économique crée également un appel venant du secteur privé. L'Army a pourtant relevé les primes pour inciter les jeunes gens à s'engager, les portant à 17 000 dollars dans certaines catégories jugées prioritaires. Chez les réservistes, les primes sont passées de 8 000 à 10 000 dollars, et sont montées à 15 000 dollars pour les recrutés ayant déjà des états de service. L'Army a également augmenté de 900 le nombre de ses recruteurs. Les responsables soulignent néanmoins que l'Army devrait parvenir à son objectif global annuel de 80 000 nouveaux recrutés pour les forces actives et 22 175 pour les réservistes.

Les Américains se méfient de l'armée irakienne

Pour réaliser à terme un désengagement de ses forces en Irak, Washington doit parvenir à un difficile équilibre entre le renfor-

cement de l'armée irakienne et ses réticences à équiper une armée jugée peu fiable. Or les retards dans la livraison d'équipements alimentent les griefs des cadres irakiens. Selon eux, l'armée irakienne ne sera réellement opérationnelle que lorsqu'elle disposera de moyens de transports blindés et hélicoptères autonomes, ainsi que de matériels lourds. L'état-major irakien souhaiterait aussi disposer de plus de systèmes de vision nocturne, de moyens de communication et d'armements individuels plus modernes. Certaines demandes irakiennes soulèvent de réelles inquiétudes au sein de l'état-major américain: remplacement des RPG-7 par des systèmes antichars plus puissants de type RPG-29, des systèmes que le Pentagone craint de voir tomber aux mains de la guérilla. La loyauté des unités irakiennes constitue une préoccupation majeure des Américains, comme en témoignent les réserves émises à plusieurs reprises sur la fiabilité de la brigade blindée, qui doit être équipée de T-72 hongrois. La crainte d'une implosion des forces irakiennes est renforcée par le projet de Constitution qui prévoit que les régions disposent d'une Garde nationale qui, dans le Sud, pourrait être constituée par des éléments de la brigade Badr proche de l'Iran.

Les retards de livraison sont également liés aux difficultés d'équipement propres aux forces américaines. Ainsi, sur les quelque 2 000 Humvees qui devaient être fournis à l'armée irakienne, une centaine seulement ont été livrés à partir d'octobre, en raison de la priorité donnée au renforcement des moyens américains. (TTU Europe, 14 septembre 2005)

Irak : les engins piégés

La guérilla irakienne mène une trentaine d'attaques quotidiennes avec des engins piégés, ce qui représente la principale menace pour les troupes américaines et pèse sur le moral des unités. Les explosifs employés lors des attaques quotidiennes sont surtout des obus d'artillerie ou des mines. Les engins piégés, causes de la mort d'environ 600 militaires, constituent la principale cause de décès au sein du contingent américain. Grâce à divers systèmes de brouillage, on parviendrait à en neutraliser entre le 30 et le 40%.

L'US Army a étendu l'utilisation d'un système de contre-mesures *Wadock*, dérivé du *Shortstop* utilisé afin de faire détoner les obus d'artillerie avant qu'ils aient atteint leur cible, qui crée des interférences avec les systèmes de détonation de la guérilla. Les premiers modèles de détonateurs utilisés par la guérilla, basés sur des télécommandes de garages ou d'alarmes de voitures, sont désormais remplacés par des téléphones sans fil, produits à Taiwan ou en Chine, dont les fréquences sont plus difficiles à neutraliser. Depuis novembre 2003, l'Army a commandé plus de mille systèmes *Warlock Red*, capables de leurrer les dispositifs sommaires, et environ 500 systèmes *Warlock Green*, capables de contrer les dispositifs plus sophistiqués. Le Pentagone s'apprête à déployer en Irak un nouveau système de lutte contre les engins piégés baptisés *Joint IED Neutralizer*. Contrôlé à distance, il utilise un système de décharge électrique à haut voltage afin de faire exploser les engins piégés. N'oublions pas que les insurgés irakiens ont bénéficié du savoir-

faire américain en matière de guérilla ! Ils disposent de la version arabe d'un manuel américain concernant la fabrication artisanale d'engins explosifs, baptisé *Boobytraps - Field Manual 5-31* et fourni aux forces irakiennes durant la collaboration entre Washington et Bagdad lors de la guerre Iran-Irak. (TTU Europe, 15 juin 2005)

Irak : une guérilla omniprésente

L'Irak vacille toujours sous les coups de boutoir de la guérilla, qu'elle soit nationaliste ou internationaliste. Les troupes américaines ont déjà perdu plus de 1800 hommes et déplorent 10 à 15000 blessés, au gré d'embuscades, d'affrontement ponctuels et d'attentats. Les attaques se font de plus en plus précises. Diverses organisations opèrent, certaines encadrées par d'anciens officiers, telle l'Armée islamique secrète composée d'anciens du renseignement de Saddam Hussein, et l'Armée islamique en Irak, constituée d'anciens militaires, soit, pour les deux structures près de

10000 membres. Près de 6000 anciens du parti Baas constituent le *Jaish Mohamed*, actif dans les zones frontière avec la Syrie, mais aussi dans les villes de Mossoul, de Ramadi et Bagdad. Des ex-soldats de la Garde républicaine auraient glissé dans la Résistance armée des musulmans souffis; d'anciens *fedayins* auraient créé le *Majlis al-Mujahidin*. Le groupe d'Abou Moussab al-Zarkaoui est sans doute celui qui fait le plus parler avec ses *ji-hadistes* saoudiens et yéménites. Un autre réseau, le *Jamaat al-Sunna*, comprend des vétérans de la guerre en Afghanistan, soit 2 à 3000 volontaires. (Raids, octobre 2005)

Irak : les expériences de la bataille de Fallujah

L'US Marines Corps a commencé ses premiers retours d'expérience sur la bataille de Fallujah. Les unités américaines ont rencontré deux types d'ennemis : les guérilleros et les martyrs. Le mode d'action des premiers se rapproche du « *Fire and Forget* » avec pour objectif la survie. Les



Styker endommagé par une «side-bomb» de 200 kg, une charge explosive disposée au bord d'une route.

seconds fortifient leur position pour tenir le plus longtemps possible, éliminer le maximum de *Marines* et mourir en martyr. Dans les deux cas, les combattants essaient de faire une guérilla classique en aménageant le moindre recoin, la moindre tranchée et en se postant en embuscade dans les rues en enfilade.

Pour les contrer, les *Marines* (groupes de douze divisés en deux équipes) pratiquent l'isolement des cibles, une à une. Chaque mètre d'une progression, tout particulièrement à proximité des carrefours, est sécurisé du sous-sol au toit des immeubles à découvert. L'entrée systématique dans les bâtiments n'est pas sans risque, celui-ci devant être limité par le fonctionnement « en essaim » de chaque unité. Les chefs de sections ont nécessairement une idée générale de la progression des autres unités et peuvent, le cas échéant, les couvrir. Les soldats américains emploient 3 types d'armes : des véhicules (amphibies, blindés, bulldozers *D-9*, *HMMWV*), des moyens balistiques (*M-16A4s*, *M-249 SAW* et *M-203* pour les cibles supérieures à 50 mètres), l'explosif contre les obstacles (le *Eight ball* à base de 1/8 de *C4*, le *Host guest* surtout employé par le 2^e *Squad*, le 1^{er} *Platoon des Company 1/3/5*). Manquant de temps et de munitions dans le cas de Fallujah, les *Marines* auraient eu des difficultés à appliquer scrupuleusement la doctrine du *MOUT* (méthode de combat urbain), qui les rend responsables du nettoyage de cinquante à soixante structures par jour. C'est pourquoi le *MOUT* pourrait subir, dans les mois à venir, de sensibles modifications. (*TTU Europe*, 12 octobre 2005)

Irak : Zarqaoui aurait unifié tous les rebelles sunnites

A la mi-septembre 2005, le chef d'Al-Qaïda en Irak, Abou Moussab al-Zarqaoui, aurait réussi à unifier les groupes de rebelles sunnites dans Bagdad pour combattre les chiïtes. Le *Times* cite un officier des services de renseignement américains : « On a toutes les raisons de croire que Zarqaoui détient le commandement tactique sur des groupes qui, pour leur propre survie, se sont unifiés sous son autorité. ». Selon un rapport des services de renseignement, ces groupes sont estimés à 16 000 rebelles sunnites, 6 700 éléments extrémistes fondamentalistes, épaulés par 4 000 autres membres, provenant de la *Jaysh Muhammad*, un groupe rebelle auparavant loyal au régime baasiste. L'organisation de Zarqaoui a aussi la haute main sur d'autres groupes militants à Ramadi, une ville située à 110 km à l'ouest de Bagdad où la guérilla sunnite est active.

Dans une bande audio mise en ligne en septembre sur un site islamiste, le chef d'Al-Qaïda en Irak déclare une « guerre totale » contre les chiïtes, les accusant d'exterminer des sunnites qu'il exhorte « à se réveiller ». Cette déclaration intervient alors que son groupe a revendiqué une série d'attentats ayant fait au moins 128 morts à Bagdad.

Irak : prémices d'une guerre civile

En Irak, l'armée du Mahdi pourrait revenir sur le devant de la scène au cours des prochaines semaines. A l'approche des législatives, la trêve conclue entre l'armée du Mahdi et le Gouvernement provisoire reste à peu

près respectée, en dépit du refus affiché de Moqtada Sadr de cautionner le processus politique en cours. Aujourd'hui, la milice chiïte, qui avait été contrainte de livrer ses armes quelques mois après l'invasion américaine, s'apprêterait à reprendre ses opérations militaires. Mais cette fois, sa cible serait moins les forces américaines que les groupes armés sunnites, responsables de nombreux attentats. Une telle situation risque d'entraîner l'Irak dans une guerre civile sans fin. Avec la ruine des infrastructures publiques, les services étatiques sont pris en charge par les miliciens et les imams chiïtes du quartier de Sadr City, sous le contrôle de l'imam Daradji, idéologue de l'armée du Mahdi.

Signe de la montée des périls, même les chiïtes proches du grand ayatollah Ali Sistani ne sont plus les bienvenus dans ce quartier de Bagdad. En attendant de pouvoir mettre la main sur Sadr, les Américains ont décidé de laisser du champ à l'ayatollah Sistani. Du côté de l'armée du Mehdi, la trêve est relativement respectée, en raison des pertes subies à la fois matérielles et humaines au cours des combats contre les forces américaines. Cette trêve lui permet de reconstituer ses stocks d'armes et de former de nouveaux cadres. Par ailleurs, le Hezbollah libanais aurait envoyé des instructeurs en Irak pour former de futurs miliciens, dans la perspective d'un affrontement. De leur côté, les Gardiens de la révolution iraniens auraient également fourni des armes et des munitions. Inutile de dire que, dans ces conditions, un retrait américain serait lourd de conséquences. (*TTU Europe*, 19 octobre 2005).



Le F/A-18, un élément essentiel pour la surveillance de l'espace aérien suisse.

France: l'armée de Terre, ses hommes et ses matériels

La réduction homothétique conduite au moment de la réduction du format liée à la professionnalisation n'est plus satisfaisante. Aujourd'hui, l'armée de Terre accuse un déficit de fantassins (20%), d'hélicoptères de manœuvre (36%) et de moyens de transports lourds par voie routière (30%). A contrario, l'excédent serait de 50% pour l'artillerie canon, de 30% pour l'artillerie LRM, de 25% pour les blindés lourds et de 20% pour les systèmes de commandement. (TTU Europe, 28 septembre 2005)

SUISSE

Souveraineté de l'espace aérien

En mars 2005, le Conseil fédéral a approuvé la révision totale de l'ordonnance concernant la sauvegarde de la souveraineté de l'espace aérien. Selon la réglementation en vigueur jusqu'à présent, l'Office fédéral de l'aviation

civile (OFAC), qui disposait de l'appui des Forces aériennes, garantissait la souveraineté sur l'espace aérien, cette tâche n'étant reprise par les Forces aériennes que dans les cas de navigation restreintes.

La nouvelle ordonnance, entrée en vigueur le 1^{er} mai 2005, attribue la surveillance de l'espace aérien aux Forces aériennes. Celles-ci collaborent, comme jusqu'à présent, avec l'OFAC ainsi qu'avec Skyguide, responsable de la sécurité aérienne. L'engagement d'armes contre des aéronefs civils en cas de navigation non restreinte n'est pas autorisé, sauf en cas de légitime défense ou de nécessité. En cas de navigation restreinte, le chef du Département de la défense peut ordonner l'utilisation d'armes en dernier recours, pour autant que le pilote de l'aéronef civil ne se conforme pas aux ordres de police aérienne et que d'autres moyens d'intervention s'avèrent insuffisants. Cette décision peut être déléguée au commandement des Forces aériennes ou à un de ses subordon-

nés directs. En outre, les Forces aériennes peuvent prendre des mesures de police aérienne.

Les Forces aériennes sont également chargées d'établir une présentation de la situation aérienne, ce qui augmente la sécurité de la navigation. Il s'agit notamment de reconnaître à temps une utilisation possible d'un aéronef à des fins criminelles afin de pouvoir prendre des contre-mesures. L'effectif des identificateurs d'opérations des Forces aériennes sera augmenté de huit unités à vingt. Leur tâche consiste, à repérer, au moyen de la surveillance radar, des aéronefs suspects ou non coopératifs dans l'espace aérien suisse et de transmettre les informations.

Accord franco-suisse de police aérienne

Michèle Alliot-Marie, ministre de la Défense, et Samuel Schmid, président de la Confédération, ont signé le 27 octobre 2005 à Berne un accord bilatéral en matière de police aérienne, dans le cadre de la lutte internationale contre le terrorisme. Un tel accord constitue une première en Europe, a relevé Michèle Alliot-Marie. Le texte prévoit une amélioration de la coopération franco-suisse face aux nouvelles menaces aériennes non militaires. Il y aura un gain d'information et de temps, grâce à un échange de données radar entre les deux pays qui permettront de voir à une distance supérieure à trois cents kilomètres au-delà de la frontière nationale. En outre, un vol suspect pourra être accompagné par un chasseur de l'autre pays jusqu'à ce que la chasse nationale prenne le relais.